

Second Session, Forty-third Parliament,
69 Elizabeth II, 2020

Deuxième session, quarante-troisième législature,
69 Elizabeth II, 2020

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-14

PROJET DE LOI C-14

An Act to implement certain provisions of
the economic statement tabled in Parliament
on November 30, 2020 and other measures

Loi portant exécution de certaines
dispositions de l'énoncé économique déposé
au Parlement le 30 novembre 2020 et
mettant en œuvre d'autres mesures

FIRST READING, DECEMBER 2, 2020

PREMIÈRE LECTURE LE 2 DÉCEMBRE 2020

DEPUTY PRIME MINISTER AND MINISTER OF FINANCE

VICE-PREMIÈRE MINISTRE ET MINISTRE DES FINANCES

SUMMARY

Part 1 amends the *Income Tax Act* to provide additional support to families with young children as the coronavirus disease 2019 (COVID-19) pandemic progresses. It also amends the *Children's Special Allowances Act* to provide a similar benefit in respect of young children under that Act. As part of the Government's response to COVID-19, it amends the *Income Tax Act* to provide that an expense can qualify as a qualifying rent expense for the purposes of the Canada Emergency Rent Subsidy (CERS) when it becomes due rather than when it is paid, provided certain conditions are met.

Part 2 amends the *Canada Student Loans Act* to provide that, during the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022, no interest is payable by a borrower on a guaranteed student loan and no amount on account of interest is required to be paid by the borrower.

Part 3 amends the *Canada Student Financial Assistance Act* to provide that, during the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022, no interest is payable by a borrower on a student loan and no amount on account of interest is required to be paid by the borrower.

Part 4 amends the *Apprentice Loans Act* to provide that, during the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022, no interest is payable by a borrower on an apprentice loan and no amount on account of interest is required to be paid by a borrower.

Part 5 amends the *Food and Drugs Act* to authorize the Governor in Council to make regulations

- (a) requiring persons to provide information to the Minister of Health; and
- (b) preventing shortages of therapeutic products in Canada or alleviating those shortages or their effects, in order to protect human health.

It also amends that Act to provide that any prescribed provisions of regulations made under that Act apply to food, drugs, cosmetics and devices intended for export that would otherwise be exempt from the application of that Act.

Part 6 authorizes payments to be made out of the Consolidated Revenue Fund

- (a) to the Government of Canada's regional development agencies for the Regional Relief and Recovery Fund;
- (b) in respect of specified initiatives related to health; and
- (c) for the purpose of making income support payments under section 4 of the *Canada Emergency Response Benefit Act*.

SOMMAIRE

La partie 1 modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de fournir un soutien supplémentaire aux familles avec des enfants en bas âge alors que la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) continue de progresser. Elle modifie également la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* de manière à offrir un soutien similaire aux enfants en bas âge en vertu de cette loi. Elle modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de veiller à ce que, dans le contexte de la réponse du gouvernement à la COVID-19, des dépenses puissent être des dépenses de loyer admissibles pour les fins de la Subvention d'urgence pour le loyer du Canada (SULC) lorsqu'elles deviennent dues plutôt qu'au moment où elles sont payées, pourvu que certaines conditions soient réunies.

La partie 2 modifie la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* afin de prévoir que les prêts garantis consentis à un étudiant ne portent pas intérêt pour l'emprunteur et que le paiement des intérêts peut être différé au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022.

La partie 3 modifie la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* afin de prévoir que les prêts d'études ne portent pas intérêt pour l'emprunteur et que le paiement des intérêts peut être différé au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022.

La partie 4 modifie la *Loi sur les prêts aux apprentis* afin de prévoir que les prêts aux apprentis ne portent pas intérêt pour l'emprunteur et que le paiement des intérêts peut être différé au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022.

La partie 5 modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin d'autoriser le gouverneur en conseil à prendre des règlements pour :

- a) enjoindre à des personnes de fournir des renseignements au ministre de la Santé;
- b) prévenir les pénuries de produits thérapeutiques au Canada, les atténuer ou atténuer leurs effets afin de protéger la santé humaine.

Elle modifie également cette loi pour préciser que toute disposition des règlements pris en vertu de cette loi précisée par règlement s'applique aux aliments, drogues, cosmétiques et instruments destinés à l'exportation qui seraient autrement soustraits à l'application de cette loi.

La partie 6 autorise des paiements sur le Trésor :

- a) aux agences de développement régional de l'administration fédérale pour le Fonds d'aide et de relance régionale;
- b) relativement aux initiatives énumérées liées à la santé;
- c) pour faire les versements de l'allocation de soutien du revenu prévus à l'article 4 de la *Loi sur la prestation canadienne d'urgence*.

Part 7 amends the *Borrowing Authority Act* to, among other things, increase the maximum amount of certain borrowings and include certain borrowings that were previously excluded in the calculation of that amount. It also makes a related amendment to the *Financial Administration Act*.

La partie 7 modifie la *Loi autorisant certains emprunts* pour, entre autres, augmenter le montant maximum de certains emprunts et inclure dans le calcul de ce montant certains emprunts qui en étaient auparavant exclus. Elle apporte aussi une modification connexe à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the economic statement tabled in Parliament on November 30, 2020 and other measures

	Short Title
1	<i>Economic Statement Implementation Act, 2020</i>
	PART 1
	Income Tax Act
2	
	PART 2
	Canada Student Loans Act
6	
	PART 3
	Canada Student Financial Assistance Act
7	
	PART 4
	Apprentice Loans Act
8	
	PART 5
	Food and Drugs Act
9	
	PART 6
	Payments
12	
	PART 7
	Borrowing Authority Act
15	
	SCHEDULE

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique déposé au Parlement le 30 novembre 2020 et mettant en œuvre d'autres mesures

	Titre abrégé
1	<i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020</i>
	PARTIE 1
	Loi de l'impôt sur le revenu
2	
	PARTIE 2
	Loi fédérale sur les prêts aux étudiants
6	
	PARTIE 3
	Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants
7	
	PARTIE 4
	Loi sur les prêts aux apprentis
8	
	PARTIE 5
	Loi sur les aliments et drogues
9	
	PARTIE 6
	Paielements
12	
	PARTIE 7
	Loi autorisant certains emprunts
15	
	ANNEXE

BILL C-14

An Act to implement certain provisions of the economic statement tabled in Parliament on November 30, 2020 and other measures

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Economic Statement Implementation Act, 2020*.

5

PART 1

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Income Tax Act

Amendments to the Act

2 Section 122.61 of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after subsection (1.1):

Deemed overpayment — COVID-19

(1.2) If the Minister determines before 2024 that an overpayment (for greater certainty, in an amount greater than nil) on account of a person's liability under this Part for a taxation year is deemed to have arisen during a month under subsection (1), or would be so deemed if this section were read without reference to subsection (2), then an overpayment on account of the person's liability under this Part for the year is deemed to have arisen during the month, equal to the total of all amounts each of which is an amount in respect of a qualified dependent — in respect of whom the person was an eligible individual at the beginning of the month who has not reached the age of six years at the beginning of the month — determined by the formula

90960

PROJET DE LOI C-14

Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique déposé au Parlement le 30 novembre 2020 et mettant en œuvre d'autres mesures

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020*.

PARTIE 1

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Loi de l'impôt sur le revenu

Modification de la loi

2 L'article 122.61 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Paiement en trop réputé — COVID-19

(1.2) Si le ministre établit avant 2024 qu'un paiement en trop (étant entendu que s'agissant d'un montant du paiement supérieur à zéro) au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est réputé se produire au cours d'un mois en vertu du paragraphe (1), ou le serait s'il n'était pas tenu compte du paragraphe (2), un paiement en trop au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour l'année est réputé se produire au cours du mois correspondant au total des sommes représentant chacune un montant à l'égard d'une personne à charge admissible, à l'égard de laquelle la personne était un particulier admissible au début du

A × B	
where	
A is	
(a) 0.5, if the person is a shared-custody parent in respect of the qualified dependant, and	5
(b) 1, in any other case; and	
B is	
(a) if the month is January 2021 or April 2021,	
(i) \$300, if the person's adjusted income for 2019 is less than or equal to \$120,000, and	10
(ii) \$150 in any other case,	
(b) if the month is July 2021 or October 2021,	
(i) \$300, if the person's adjusted income for 2020 is less than or equal to \$120,000, and	15
(ii) \$150 in any other case, and	
(c) in any other case, nil.	

A × B	
mois et qui n'a pas atteint l'âge de six ans au début du mois, calculé selon la formule suivante :	
où :	
A représente :	5
a) si la personne est un parent ayant la garde partagée à l'égard de la personne à charge admissible, 0,5,	
b) dans les autres cas, 1;	
B :	10
a) si le mois est janvier 2021 ou avril 2021,	
(i) lorsque le revenu modifié de la personne pour 2019 est égal ou inférieur à 120 000 \$, 300 \$,	15
(ii) dans les autres cas, 150 \$,	
b) si le mois est juillet 2021 ou octobre 2021,	
(i) lorsque le revenu modifié de la personne pour 2020 est égal ou inférieur à 120 000 \$, 300 \$,	20
(ii) dans les autres cas, 150 \$,	
c) sinon, zéro.	

3 (1) Paragraph 122.62(5)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) subject to subsection (8), for the purpose of determining the amount deemed under subsection 122.61(1) or (1.2) to be an overpayment arising in that first month and any subsequent month on account of the eligible individual's liability under this Part for the base taxation year in relation to that first month, the eligible individual's adjusted income for the year is deemed to be equal to the eligible individual's income for the year.

(2) Paragraph 122.62(6)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) subject to subsection (8), for the purpose of determining the amount deemed under subsection 122.61(1) or (1.2) to be an overpayment arising in that first month and any subsequent month on account of the eligible individual's liability under this Part for the base taxation year in relation to that first month, the eligible individual's adjusted income for the year is deemed to be equal to the eligible individual's income for the year.

(3) Paragraph 122.62(7)(b) of the Act is replaced by the following:

3 (1) L'alinéa 122.62(5)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) sous réserve du paragraphe (8), pour le calcul du montant réputé, en vertu des paragraphes 122.61(1) ou (1.2), être un paiement en trop, se produisant au cours de ce premier mois et de tout mois postérieur, au titre des sommes dont le particulier est redevable en vertu de la présente partie pour l'année de base se rapportant à ce premier mois, le revenu modifié du particulier pour l'année est réputé être égal à son revenu pour l'année.

(2) L'alinéa 122.62(6)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) sous réserve du paragraphe (8), pour le calcul du montant réputé, en vertu des paragraphes 122.61(1) ou (1.2), être un paiement en trop, se produisant au cours de ce premier mois et de tout mois postérieur, au titre des sommes dont le particulier est redevable en vertu de la présente partie pour l'année de base se rapportant à ce premier mois, le revenu modifié du particulier pour l'année est réputé être égal à son revenu pour l'année.

(3) L'alinéa 122.62(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) subject to subsection (8), for the purpose of determining the amount deemed under subsection 122.61(1) or (1.2) to be an overpayment arising in that first month and any subsequent month on account of the eligible individual's liability under this Part for the base taxation year in relation to that first month, the taxpayer is deemed to have been the eligible individual's cohabiting spouse or common-law partner at the end of the base taxation year in relation to that month.

4 (1) Section 125.7 of the Act is amended by adding the following after subsection (11):

Deeming rule — qualifying rent expense

(12) For the purposes of the definition *qualifying rent expense* in subsection (1), an amount is deemed to have been paid by an eligible entity on the date it first became due under an agreement, and not at a later date, if the individual referred to in paragraph (b) of the definition *qualifying renter* in subsection (1) attests that the eligible entity intends to pay the amount due under the agreement no later than 60 days after the day on which the Minister makes the first refund under subsection 164(1.6) in respect of the amount deemed to have been paid (referred to in subsection (13) as the "payment deadline").

Deeming rule — qualifying rent expense

(13) Subsection (12) is deemed not to have produced its effect if the amount due referred to in subsection (12) is not actually paid on or before the payment deadline.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on September 27, 2020.

1992, c. 48, Sch.

Related Amendment to the Children's Special Allowances Act

5 Section 8 of the *Children's Special Allowances Act* is amended by adding the following after subsection (1):

Calculation of amount — COVID-19

(1.1) The amount of special allowance to be paid in respect of a child for a month, in addition to the amount determined under subsection (1), is \$300, if

(a) the child has not reached the age of six years at the beginning of the month; and

(b) the month is

(b) sous réserve du paragraphe (8), pour le calcul du montant réputé, en vertu des paragraphes 122.61(1) ou (1.2), être un paiement en trop, se produisant au cours de ce premier mois et de tout mois postérieur, au titre des sommes dont le particulier est redevable en vertu de la présente partie pour l'année de base se rapportant à ce premier mois, le contribuable est réputé avoir été l'époux ou le conjoint de fait visé du particulier à la fin de l'année de base se rapportant à ce mois.

4 (1) L'article 125.7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (11), de ce qui suit :

Règle spéciale — dépenses de loyer admissibles

(12) Pour l'application de la définition de *dépenses de loyer admissibles* au paragraphe (1), une somme est réputée avoir été payée par une entité déterminée à la date à laquelle elle devient due pour la première fois en vertu d'une entente, et non ultérieurement, si le particulier visé à l'alinéa b) de la définition de *locataire admissible* au paragraphe (1) atteste que l'entité déterminée a l'intention de payer cette somme au plus tard soixante jours après la date à laquelle le ministre fournit un premier remboursement en vertu du paragraphe 164(1.6) relativement à la somme réputée avoir été payée (appelé « la date d'exigibilité du paiement » au paragraphe (13)).

Règle spéciale — dépenses de loyer admissibles

(13) Si une somme visée au paragraphe (12) n'est pas réellement payée à la date d'exigibilité du paiement, le paragraphe (12) est réputé ne pas avoir produit son effet.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 27 septembre 2020.

1992, ch. 48, ann.

Modification connexe à la Loi sur les allocations spéciales pour enfants

5 L'article 8 de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Calcul du montant — COVID-19

(1.1) Le montant mensuel de l'allocation spéciale, en plus du montant déterminé selon le paragraphe (1), correspond à 300 \$, si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'enfant n'a pas atteint l'âge de six ans au début du mois;

b) le mois est :

- (i) January 2021,
- (ii) April 2021,
- (iii) July 2021, or
- (iv) October 2021.

- (i) janvier 2021,
- (ii) avril 2021,
- (iii) juillet 2021,
- (iv) octobre 2021.

PART 2

R.S., c. S-23

Canada Student Loans Act

6 The Canada Student Loans Act is amended by adding the following after section 11.2: 5

Period — April 1, 2021 to March 31, 2022

Suspension of interest and interest payments

11.3 During the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022, 10

- (a) no interest is payable by a borrower on a guaranteed student loan; and
- (b) no amount on account of interest in respect of a guaranteed student loan is required to be paid by the borrower. 15

PART 3

1994, c. 28

Canada Student Financial Assistance Act

7 The Canada Student Financial Assistance Act is amended by adding the following after section 9.3:

Period — April 1, 2021 to March 31, 2022 20

Suspension of interest and interest payments

9.4 During the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022,

PARTIE 2

L.R., ch. S-23

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

6 La Loi fédérale sur les prêts aux étudiants est modifiée par adjonction, après l'article 11.2, de ce qui suit : 5

Période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Suspension des intérêts et des paiements d'intérêts

11.3 Au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022 : 10

- a) les prêts garantis ne portent pas intérêt pour l'emprunteur;
- b) le paiement, par l'emprunteur, des intérêts du prêt garanti qui lui a été consenti peut être différé. 15

PARTIE 3

1994, ch. 28

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

7 La Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants est modifiée par adjonction, après l'article 9.3, de ce qui suit :

Période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 20

Suspension des intérêts et des paiements d'intérêts

9.4 Au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022 :

(a) no interest is payable by a borrower on a student loan prescribed by regulations made under paragraph 15(1)(j); and

(b) no amount on account of interest in respect of a student loan prescribed by regulations made under paragraph 15(1)(j) is required to be paid by the borrower.

a) les prêts d'études visés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 15(1)j) ne portent pas intérêt pour l'emprunteur;

b) le paiement des intérêts d'un prêt d'études visé par les règlements pris en vertu de l'alinéa 15(1)j) peut être différé.

PART 4

2014, c. 20, s. 483

Apprentice Loans Act

8 The *Apprentice Loans Act* is amended by adding the following after section 8.1:

Period — April 1, 2021 to March 31, 2022

Suspension of interest and interest payments

8.2 During the period that begins on April 1, 2021 and ends on March 31, 2022,

(a) no interest is payable by a borrower on an apprentice loan; and

(b) no amount on account of interest in respect of an apprentice loan is required to be paid by a borrower.

PARTIE 4

2014, ch. 20, art. 483

Loi sur les prêts aux apprentis

8 La *Loi sur les prêts aux apprentis* est modifiée par adjonction, après l'article 8.1, de ce qui suit :

Période allant du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Suspension des intérêts et des paiements d'intérêts

8.2 Au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2021 et se terminant le 31 mars 2022 :

a) les prêts aux apprentis ne portent pas intérêt pour l'emprunteur;

b) le paiement des intérêts d'un prêt aux apprentis peut être différé.

PART 5

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

Amendments to the Act

9 (1) Subsection 30(1) of the *Food and Drugs Act* is amended by adding the following after paragraph (k.1):

(k.2) requiring persons to provide information to the Minister in respect of food, drugs, cosmetics or devices — or in respect of activities related to food, drugs, cosmetics or devices — in circumstances other than those provided for in this Act and authorizing the Minister to determine the information to be provided and the time and manner in which it is to be provided;

PARTIE 5

L.R., ch. F-27

Loi sur les aliments et drogues

Modification de la loi

9 (1) Le paragraphe 30(1) de la *Loi sur les aliments et drogues* est modifié par adjonction, après l'alinéa k.1), de ce qui suit :

(k.2) enjoindre aux personnes de fournir des renseignements au ministre à l'égard des aliments, drogues, cosmétiques ou instruments, ou à l'égard des activités qui leur sont liées, dans les circonstances autres que celles prévues par la présente loi et autoriser ce dernier à déterminer les renseignements à fournir et les modalités — de temps ou autres — de fourniture;

(2) Section 30 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.3):

Regulations – preventing or alleviating shortages

(1.4) Without limiting the power conferred by any other subsection of this section, the Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary for the purpose of preventing shortages of therapeutic products in Canada or alleviating those shortages or their effects, in order to protect human health.

10 Subsection 37(1.2) of the Act is replaced by the following:

Exception – regulations

(1.2) Despite subsection (1), any prescribed provision of the regulations applies to any food, drug, cosmetic or device.

Coming into Force

October 2, 2020

11 Section 9 is deemed to have come into force on October 2, 2020.

PART 6

Payments

Payment – requisition of Minister of Economic Development and Official Languages

12 (1) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund for the fiscal year ending on March 31, 2021, on the requisition of the Minister of Economic Development and Official Languages, a sum not exceeding \$206,700,000 to the regional development agencies for the Regional Relief and Recovery Fund.

Definition of regional development agencies

(2) For the purpose of subsection (1), *regional development agencies* means

- (a)** the Department of Western Economic Diversification;
- (b)** the Atlantic Canada Opportunities Agency;
- (c)** the Canadian Northern Economic Development Agency;

(2) L'article 30 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.3), de ce qui suit :

Règlements – prévention ou atténuation d'une pénurie

(1.4) Sans que soit limité le pouvoir conféré par les autres paragraphes du présent article, le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires pour prévenir les pénuries de produits thérapeutiques au Canada, les atténuer ou atténuer leurs effets afin de protéger la santé humaine.

10 Le paragraphe 37(1.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception – règlements

(1.2) Malgré le paragraphe (1), les dispositions des règlements précisées par règlement s'appliquent à tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument.

Entrée en vigueur

2 octobre 2020

11 L'article 9 est réputé être entré en vigueur le 2 octobre 2020.

PARTIE 6

Paiements

Paiement – ministre du Développement économique et des Langues officielles

12 (1) À la demande du ministre du Développement économique et des Langues officielles, peut être payée sur le Trésor, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, aux agences de développement régional pour le Fonds d'aide et de relance régionale une somme n'excédant pas deux cent six millions sept cent mille dollars.

Définition de agences de développement régional

(2) Pour l'application du paragraphe (1), *agences de développement régional* s'entend :

- a)** du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien;
- b)** de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique;

(d) the Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec;

(e) the Federal Economic Development Agency for Southern Ontario; and

(f) the Federal Economic Development Initiative for Northern Ontario. 5

c) de l'Agence canadienne de développement économique du Nord;

d) de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec;

e) de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario; 5

f) de l'Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario.

Payments — requisition of Minister of Health

13 (1) Subject to subsection (2), there may be paid out of the Consolidated Revenue Fund for the fiscal year ending on March 31, 2021, on the requisition of the Minister of Health, all money required to do anything in relation to the initiatives specified in the schedule. 10

Limit

(2) The total of all payments made under subsection (1), in respect of an initiative specified in column 1 of the schedule, must not exceed the limit specified for that initiative in column 2 of the schedule. 15

Payment — requisition of Minister of Employment and Social Development

14 (1) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund until March 31, 2021, on the requisition of the Minister of Employment and Social Development, a sum not exceeding \$500,000,000 for the purpose of making income support payments under section 4 of the *Canada Emergency Response Benefit Act*. 20

For greater certainty

(2) For greater certainty, the payments that may be made out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (1) must not include the costs of administering or enforcing the *Canada Emergency Response Benefit Act*. 25

Paiement — ministre de la Santé

13 (1) Sous réserve du paragraphe (2), à la demande du ministre de la Santé, peuvent être payées sur le Trésor, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, les sommes qui sont nécessaires pour faire toute chose relativement aux initiatives énumérées à l'annexe. 10

Plafond

(2) Le total des sommes payées au titre du paragraphe (1), relativement à une initiative énumérée à la colonne 1 de l'annexe, ne peut dépasser le plafond figurant dans la colonne 2 à cette annexe en regard de cette initiative. 15

Paiement — ministre de l'Emploi et du Développement social

14 (1) À la demande du ministre de l'Emploi et du Développement social, peut être payée sur le Trésor, jusqu'au 31 mars 2021, pour faire les versements de l'allocation de soutien du revenu prévus à l'article 4 de la *Loi sur la prestation canadienne d'urgence* une somme n'excédant pas cinq cents millions de dollars. 20 25

Précision

(2) Il est entendu que les paiements qui peuvent être faits sur le Trésor au titre du paragraphe (1) ne peuvent servir à défrayer les coûts relatifs à l'exécution et au contrôle d'application de la *Loi sur la prestation canadienne d'urgence*. 30

PART 7

2017, c. 20, s. 103

Borrowing Authority Act

Amendments to the Act

15 The portion of section 4 of the *Borrowing Authority Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

Maximum amount that may be borrowed

4 Despite section 3 and any other Act of Parliament, but subject to section 6, the total of the following amounts must not at any time exceed \$1,831,000,000,000:

16 Section 5 of the Act is amended by adding “and” at the end of paragraph (a) and by replacing paragraphs (b) to (d) with the following:

(b) amounts borrowed by the Minister under an order made under paragraph 46.1(a) of that Act for the payment of any amount in respect of a debt that was originally incurred under an order made under paragraph 46.1(c) of that Act.

17 Section 6 of the Act is replaced by the following:

Exception — maximum amount exceeded

6 The Minister may borrow an amount under an order made under paragraph 46.1(a) or (b) of the *Financial Administration Act* even if that borrowing causes the maximum amount referred to in section 4 of this Act to be exceeded.

18 Subsection 8(1) of the Act is amended by adding “and” at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (b.1).

R.S., c. F-11

Related Amendment to the Financial Administration Act

19 Subsection 49(1) of the *Financial Administration Act* is amended by adding “and” at the end of paragraph (a.1) and by repealing paragraph (a.2).

PARTIE 7

2017, ch. 20, art. 103

Loi autorisant certains emprunts

Modification de la loi

15 Le passage de l'article 4 de la *Loi autorisant certains emprunts* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Montant maximum de certains emprunts

4 Malgré l'article 3 et toute autre loi fédérale, et sous réserve de l'article 6, le montant total des emprunts ci-après ne peut, à aucun moment, excéder 1 831 000 000 000 \$:

16 Les alinéas 5b) à d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) ceux contractés par le ministre en vertu de tout décret pris en vertu de l'alinéa 46.1a) de cette loi en vue du paiement de toute somme relativement à une dette à l'origine contractée au titre de tout décret pris en vertu de l'alinéa 46.1c) de cette loi.

17 L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Réserve : montant maximum dépassé

6 Le ministre peut contracter des emprunts en vertu de tout décret pris en vertu des alinéas 46.1a) ou b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* même si ces emprunts font en sorte que le montant maximum prévu à l'article 4 de la présente loi est dépassé.

18 L'alinéa 8(1)b.1) de la même loi est abrogé.

L.R., ch. F-11

Modification connexe à la Loi sur la gestion des finances publiques

19 L'alinéa 49(1)a.2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est abrogé.

SCHEDULE

(Section 13)

Payment Limits

	Column 1	Column 2
Item	Initiatives	Limits (\$ millions) (cash basis)
1	Mental health and substance use in the context of COVID-19	64.4
2	Investments in long-term care	505.7
3	Supporting innovative approaches to COVID-19 testing	45
4	Virtual care and mental health tools for Canadians	68.6
5	Medical research, countermeasures, vaccine funding and development, border and travel measures and isolation sites	217.6

ANNEXE

(article 13)

Plafond pour les sommes payées

Colonne 1		Colonne 2
Article	Initiative	Plafond (en millions de dollars) (selon la comptabilité de caisse)
1	Santé mentale et consommation de substances dans le contexte de la COVID-19	64,4
2	Investissements dans les soins de longue durée	505,7
3	Soutien aux approches novatrices de dépistage de la COVID-19	45
4	Outils de soins et de santé mentale virtuels pour les Canadiens	68,6
5	Recherche médicale, contre-mesures, financement et développement de vaccins, mesures relatives aux voyages et aux frontières et centres d'isolement	217,6

